

la tuberculine et n'ayant pas séjourné en quarantaine un certain temps. On voit d'ici quel sera l'effet sur l'importation des bœufs à provenance de l'Alberta. Figurez-vous capturant au lasso ces bœufs sauvages, propriété de l'honorable député de Red-Deer (M. Clark) et les réduisant à cet état de calme que requiert le recours à l'épreuve de la tuberculine. Lorsque quelques semaines se seront passées à faire cette épreuve dans des conditions satisfaisantes, les bestiaux devront rester en quarantaine plusieurs semaines de l'autre côté des lignes.

M. WARNOCK. Sur quoi se fonde l'honorable député pour affirmer que le congrès est saisi d'un tel projet?

M. WRIGHT : L'avis du dépôt de ce projet de loi devant le congrès des Etats-Unis est consigné dans le "Congressional Record."

M. WARNOCK : Sur la foi d'une déclaration du directeur vétérinaire général du Canada, je puis dire qu'il n'a reçu aucun avis de ce projet.

M. WRIGHT : Il n'a pas encore été adopté au congrès.

M. A. K. MACLEAN : Est-ce là un bill d'initiative ministérielle, ou n'est-il déposé que par un simple membre du congrès?

M. WRIGHT : C'est un bill dont le gouvernement de Washington a pris l'initiative et qui va être adopté sous bref délai.

M. MICHAEL CLARK : L'honorable député est donc prophète?

M. A. K. MACLEAN : L'honorable député voudra-t-il me dire quelle est la proportion des projets de loi parachevés et adoptés par le congrès des Etats-Unis chaque année?

M. BLAIN : N'ont-ils pas interdit l'importation des pommes de terre?

M. WRIGHT : Que l'honorable député me permette de signaler à son attention un autre caractère des exportations des Etats-Unis. Il y a deux ou trois ans, ils s'aperçurent qu'ils allaient être courts de matière première pour certaines sortes de cuir, et ils jugèrent sage de supprimer les droits sur certaines sortes de peaux. Nous nous mêmes à expédier de ces peaux à nos amis yankees; aussitôt on découvrit qu'il y avait danger d'infection et on décréta, sous forme de règlement douanier, que les peaux seraient sorties des wagons, fumigées et remises dans le wagon. Ceux engagés dans

ce commerce d'exportation des peaux prièrent le gouvernement de Washington de les remettre sous le régime ancien. L'honorable député n'a pas oublié davantage un certain traité conclu par les Américains, sous l'empire duquel certaines sortes de poissons à provenance des Provinces maritimes étaient admises en franchise aux Etats-Unis. Voyant que le traité les liait, ils imaginèrent de frapper d'un droit les boîtes de ferblanc servant à leur emballage, et de cette manière mirent un terme à ces importations. Des manufacturiers de notre pays envahirent le marché américain, il y a quelques années, et commencèrent à y écouler de leurs marchandises; aussitôt ils se virent en butte aux attaques des autorités américaines, sous un prétexte quelconque on les traîna devant les tribunaux, et ils s'estimèrent heureux de s'en tirer la vie sauve et moyennant la perte de \$20,000. Aussi vont-ils éviter soigneusement ce marché à l'avenir.

Les manufacturiers anglais de machines agricoles ont commis la même méprise. Lorsque le marché américain leur fut ouvert sous un régime d'exemption de droits, ils songèrent à alimenter ce marché. Leurs marchandises sont entassées dans une des villes du littoral,—si elles n'y sont plus maintenant, elles y sont restées très longtemps,—et ils furent contraints d'évacuer ce marché sous le coup de procédés à peu près semblables. Effectivement, et quels que soient les déguisements que l'on adopte, on ne permettra guère aux fabricants ou aux cultivateurs canadiens d'alimenter en quantités notables les marchés américains. Les Américains trouveront quelque moyen de nous en empêcher, même si nous y réussissons dans les conditions actuelles.

M. OLIVER : Les échanges entre le Canada et les Etats-Unis augmentent-ils ou diminuent-ils de volume?

M. WRIGHT : Si le volume en augmente, c'est parce que nous achetons d'eux de plus grandes quantités, non pas parce que nous leur vendons des quantités notablement plus grandes.

M. OLIVER : Alors l'honorable député voudrait maintenir un état de choses grâce auquel nos exportations sur ce pays restent à un chiffre inférieur?

M. WRIGHT : Je dis qu'on ne nous permettra pas d'y opérer des ventes dans une forte mesure.

M. CARVELL : Le ministre des Finances affirme que nos exportations sur les Etats-Unis augmentent.